

# Le Luxembourg relève la tête

Dans l'édition 2014 du *World Competitiveness Yearbook*, le Luxembourg se classe onzième des économies les plus performantes au monde, gagnant ainsi deux places.

**Ce document, qui émane de l'institut suisse IMD, place le Luxembourg à la 11<sup>e</sup> place mondiale des économies les plus performantes parmi 60 pays, soit une avancée de 2 rangs par rapport à l'année précédente. La Chambre de commerce, qui commente le rapport, salue ce résultat tout en insistant sur la nécessité de faire des réformes pour profiter de l'embellie.**

De notre journaliste  
Delphine Dard

Malgré ce rétablissement de l'ensemble des résultats des différents indicateurs, le Luxembourg n'est pas parvenu à renouer avec le bon positionnement d'avant-crise (4<sup>e</sup> rang mondial en 2007 et 5<sup>e</sup> en 2008). La crise a laissé une empreinte durable, selon la Chambre de commerce qui estime qu'elle a dévoilé les faiblesses structurelles du pays. Elle s'inquiète du fait que le pays n'a pas réussi à maîtriser leur impact négatif, alors que nombre d'autres pays ont mené d'importantes réformes pour préparer leur économie pour la période postcrise.

Même si le Luxembourg manque de peu le top 10, le pays cède du terrain face à la concurrence internationale. Les mieux classés parmi les participants sont les États-Unis, la Suisse, Singapour, Hong Kong, la Suède, l'Allemagne, le Canada, les Émirats arabes unis, le Danemark et la Norvège.

## Des progrès insuffisants dans la perspective 2015

Dans le détail des critères classés en différentes catégories, en occupant le 4<sup>e</sup> rang cette année, le Luxembourg s'approche du podium du pilier des performances économiques. En gagnant une place cette année, le Grand-Duché se rapproche de sa performance de 2005 (2<sup>e</sup> rang). Cette évolution encourageante s'explique notamment par trois éléments, dont l'exportation des services commerciaux, les investissements directs étrangers en provenance de l'étranger et le PIB par personne.

Une des priorités définies par le nouveau gouvernement est la diversification de l'économie. Or dans le classement, ces efforts ne sont pas récompensés, la diversification économique représentant une des plus grandes faiblesses (46<sup>e</sup> rang) dans ce sous-pilier.

Concernant l'évolution du sous-



Photo : Isabella Finzi

Malgré le rétablissement des résultats des différents indicateurs, le Luxembourg n'a pas renoué avec le bon positionnement d'avant-crise (4<sup>e</sup> rang mondial en 2007 et 5<sup>e</sup> en 2008) en matière de compétitivité.

pillier «Employment», pour lequel le Luxembourg a vu une inquiétante dégradation au cours des deux dernières années (de la 9<sup>e</sup> place en 2012 à la 17<sup>e</sup> en 2013), le bilan demeure sombre : le Luxembourg recule encore d'une place.

Pour ce qui est de l'efficacité des pouvoirs publics, l'enquête montre une amélioration au niveau des finances publiques. Mais la Chambre de commerce estime qu'il ne faut pas se réjouir trop vite alors que l'année 2015 s'annonce compliquée avec un triple choc en perspective (hausse de la TVA, échange automatique d'informations sur les revenus d'intérêts et perte d'une part substantielle de la TVA sur le commerce électronique).

L'IMD (International Institute for Management Development) salue surtout les efforts concernant les mesures incitatives à l'investissement, la notation triple A du pays et l'écart favorable de taux d'intérêt sur la dette souveraine.

Malgré ces points forts, le Luxembourg accuse une baisse d'une place au niveau du pilier de l'efficacité des pouvoirs publics qui est principalement liée à des inefficiences de la politique fiscale.

L'évolution du pilier de l'environnement des affaires légèrement positive dans l'ensemble, cache également certains vents contraires. Concernant la productivité, le Luxembourg connaît des améliorations surtout au niveau de la croissance de la productivité globale en termes réels, de la conformité des grandes sociétés avec les normes internationales et de la productivité agricole. Une chute significative est toutefois enregistrée dans le sous-pilier du marché du travail, notamment en raison d'une perte au niveau de la croissance de la main-d'œuvre et d'un manque de main-d'œuvre qualifiée.

Au niveau du dernier pilier relatif à la qualité des infrastructures, les efforts dans les secteurs de la santé

et de l'environnement, ainsi qu'en matière d'éducation ont été salués.

Toutefois, sur le versant des infrastructures technologiques, le Luxembourg connaît des replis importants pour 16 des 23 critères de compétitivité, dus à une insuffisance de personnel qualifié en la matière et de soutien financier et légal au développement technologique.

Dans l'ensemble, le classement du Luxembourg est un signe encourageant pour l'économie. Le Grand-Duché reste néanmoins encore loin de son positionnement des années 2007 et 2008, mais pourrait s'en rapprocher à condition que des réformes structurelles soient entamées, précise la Chambre de commerce. Cette dernière souligne en outre qu'il faut toujours prendre avec précaution de tels classements dont certains critères ne prennent pas toujours en compte les spécificités nationales.